

LE JAPON ET L'AFRIQUE

**par Son Excellence Koïchiro MATSUURA,
ancien Ambassadeur du Japon en France,
Directeur Général de l'UNESCO**

C'est à partir des années 60, époque où les pays africains ont commencé à réaliser leur indépendance, que débute l'histoire des relations nippo-africaines. Il est vrai que cette quarantaine d'années d'histoire des relations nippo-africaines paraît courte par rapport à celles des relations entre l'Europe et l'Afrique.

Toutefois, tout au long de cette période, je me suis personnellement engagé pour le développement des relations nippo africaines. Ainsi, mon engagement envers ce continent s'est mêlé avec l'histoire des relations du Japon avec l'Afrique.

Pour la majorité des Japonais, l'Afrique est un continent extrêmement lointain. Une nature riche représentée par des animaux sauvages, des conflits ethniques, une société pauvre symbolisée par la famine, telle est l'image de l'Afrique véhiculée par les médias auprès de la plupart des Japonais.

De plus, le Japon se trouvant en Asie, il est inévitable que les Japonais portent en priorité leur intérêt sur les pays asiatiques voisins. Il en est de même pour les mass médias, à commencer par la télévision. S'il survient des événements d'importance mondiale, tels que la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, l'investiture de Mandela à la présidence ou la chute de Mobutu, l'ancien Président du Zaïre, les médias mentionnent la nouvelle de manière intensive, attirant ainsi l'attention du peuple japonais. Mais, une fois que l'affaire commence à s'estomper, le mot « Afrique » disparaît complètement des journaux ou des écrans télévisés.

Il s'avère qu'après mon entrée au Ministère, le premier poste à l'étranger que j'ai occupé fut en Afrique Occidentale, au Ghana. C'est là que, de 1961 à 1963, j'ai acquis ma première expérience de diplomate. A cette époque, le Japon n'avait que 4 Ambassades en Afrique. Outre au Ghana, celles-ci étaient situées en Ethiopie, au Nigeria et au Congo. C'est pourquoi l'Ambassade du Japon au Ghana s'occupait aussi des pays francophones voisins, à savoir la Côte d'Ivoire, le Togo, le Dahomey (l'actuel Bénin), le Niger, la Haute-Volta (l'actuel Burkina Faso), la Guinée et le Mali, et en tant que diplomate débutant, je suivais aussi ces pays.

C'est à partir des années 60, époque où les pays africains ont commencé à réaliser leur indépendance, que débute l'histoire des relations nippo-africaines. Il est vrai que cette quarantaine d'années d'histoire des relations nippo-africaines paraît courte par rapport à celles des relations entre l'Europe et l'Afrique. Toutefois, tout au long de cette période, je me suis personnellement engagé pour le développement des relations nippo-africaines.

Ainsi, mon engagement envers ce continent s'est mêlé avec l'histoire des relations du Japon avec l'Afrique. L'intérêt que je porte à l'Afrique remonte à près de 40 ans, date de ma première expérience au Ghana. Me sentant très concerné, je me suis efforcé tout au long de cette période de faire en sorte que le Japon intensifie ses relations avec ce continent.

Forme de la présence japonaise en Afrique Les années 60-70

Durant la quarantaine d'années qui a traversé l'histoire peu marquée des relations nippo africaines, l'implication du Japon en Afrique s'est traduite principalement par des échanges commerciaux et des investissements directs pendant les 20 premières années, c'est à dire, dans les années 60-70. Si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que, mis à part le Libéria qui est un des plus importants pays dans le monde en ce qui concerne la place dans le transport maritime et bénéficiant d'un ensemble d'infrastructures pour l'accueil des bateaux; le commerce et les investissements en Afrique étaient très peu développés. A cette époque, la part du commerce extérieur japonais réalisée avec l'Afrique subsaharienne s'élevait à environ 1,0% du total, et le commerce maritime avec le

Libéria occupait à lui seul 60% du total des échanges avec l'Afrique. Quant aux investissements directs, ils étaient aussi très faibles à cette époque, n'occupant que 1,0% à 1,5 % du total des investissements directs japonais dans le monde. Là encore, 80% de ces investissements étaient tournés vers le Libéria en raison des infrastructures offertes aux navires.

Si l'on regarde les produits qui entraient dans le commerce du Japon vers l'Afrique, on s'aperçoit que dans les exportations ce sont les navires, comme les paquebots ou autres, les camions, les pièces automobiles qui priment. Les navires et produits en relation avec l'industrie automobile occupant 70% de ces exportations. Au sein des importations, les 5 produits principaux sont le platine, les alliages ferreux, l'or, le charbon, et le pétrole brut. Ces matières premières totalisant près de 40% des importations.

Principales exportations japonaises vers l'Afrique:

Navires, Camions, Pièces automobiles

Principales importations japonaises en provenance de l'Afrique:

Platine, Alliages ferreux, Or

Les années 80

Au cours des années 80, le commerce vers l'Afrique ainsi que les investissements ont connu la même tendance, mais l'aide au développement de l'Afrique allouée par le gouvernement japonais a connu un essor rapide, et elle devint le pilier des relations nippo- africaines. Jusque dans les années 70, cette aide ne dépassait pas 5% du total des aides japonaises, mais en 1978 elle fit un bond et atteignit 10%, pour se maintenir entre 10 et 12% dans les années 80. Les volumes sont aussi très parlants: **Dans les années 70, le montant de l'aide était compris entre 30 et 35 millions de dollars, et en 1980, il passa à 223 millions de dollars.**

A partir des années 80, les échanges au niveau humain aussi se sont considérablement développés. Ainsi, le Japon invita des jeunes et des dirigeants, éléments fondamentaux pour la construction des pays africains, à se rendre au Japon, et permit à des stagiaires d'effectuer des stages au Japon. Telles sont les principales actions qui entrent dans le cadre de la coopération technique japonaise. De plus, le Japon commença aussi à envoyer des Jeunes volontaires pour la coopération à l'étranger (JOCV), et il est à noter que l'Afrique devint la principale région à bénéficier de cette forme d'aide puisque 1/3 (environ 600-700 personnes sur 2000) lui était destinée.

Ayant longtemps travaillé à la Direction Générale de la Coopération Economique du Ministère des Affaires Etrangères qui s'occupe de la politique de l'aide au développement, je me suis toujours évertué à faire en sorte que l'on augmente l'aide publique au développement accordée à l'Afrique.

L'Afrique dans les années 90

La situation de l'Afrique dans les années 90 a connu une évolution incontestable. Durant la guerre froide, les pays tels que les Etats-Unis ou l'URSS qui étaient alors profondément impliqués en Afrique, ont brusquement réduit l'intérêt et la politique prioritaire qu'ils avaient eu à l'égard de cette zone, dès que cette guerre froide a pris fin. **Ainsi, l'Afrique se trouva plongée dans une sorte de marginalisation par rapport au système politico-économique mondial. Ajouté à cela, de nombreux pays africains furent poussés à changer fondamentalement leur régime, suite à toutes sortes de mutations survenues dans la communauté internationale de l'après-guerre froide, ce qui a fait bouger beaucoup de pays africains aussi bien d'une manière positive que négative.**

En ce qui concerne les aspects positifs, avec ce changement d'environnement social de la société internationale suite à la fin de la guerre froide, des pays tels que l'Angola, le Mozambique, la Namibie, ou l'Ethiopie, enlisés dans des conflits sans fin dans le cadre de la guerre froide, ont vu ces conflits tendre vers une fin. De nombreux pays où régnait un régime despotique et autoritaire ne reflétant pas la volonté du peuple ont ouvert la voie à un régime démocratique basé sur un

système multipartite, et l'on a même commencé à voir apparaître un processus de démocratisation avec l'organisation d'élections présidentielles démocratiques.

Ainsi, dans la seconde moitié des années 90, un " nouveau courant " positif au sein duquel on a pu voir se développer un processus de démocratisation et une révolution économique est né sur le continent africain, et dans de nombreux pays déjà, on peut en constater les résultats. Par exemple, avant les années 90, seuls 7 pays avaient une constitution reconnaissant un système multipartite (la Gambie, le Libéria, le Sénégal, le Soudan, le Botswana, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud), mais aujourd'hui l'apartheid n'existe plus en Afrique du sud, un gouvernement basé sur la majorité a pris place, et de nombreux pays reconnaissent un système multipartite. Par ailleurs, tout comme le Ghana et la Côte d'Ivoire, de plus en plus de pays voient leur économie tendre vers une croissance positive. Il nous faudrait attirer l'attention de tous sur ce " nouveau courant " aussi positif, et nous efforcer de le renforcer.

En ce qui concerne les aspects négatifs, on peut aussi voir des pays qui engendrent une instabilité sociale par des révolutions économiques et politiques, et des pays qui prolongent l'héritage négatif du temps de la guerre froide. Ou bien, il existe aussi des "partis politiques ethniques" qui, sous couvert de " processus de démocratisation ", c'est-à-dire, de passage d'un système dictatorial de parti unique à un système démocratique multipartite, se basent sur la notion d'ethnicité, et s'affrontent. Les affrontements ethniques sont alors d'actualité et les pays s'y retrouvent enlisés. Par ailleurs, l'Afrique a toujours connu un environnement naturel très dur, subissant de grandes catastrophes naturelles, telles que sécheresses ou inondations. Les conflits ethniques qui se déroulent en Afrique centrale et orientale ont entraîné l'apparition de réfugiés, des situations de misère profonde, et un développement faible de la région. Ceci allié aux catastrophes naturelles pose un problème sérieux à l'échelon mondial.

Accélérer la stabilité politique de l'Afrique et son développement est un problème de plus en plus important que la société internationale se doit de prendre en charge d'urgence.

Afin de surmonter la situation difficile à laquelle les pays africains font face, il faut tout d'abord que ces pays fassent eux-mêmes de sérieux efforts, qu'ensuite les pays partenaires s'efforcent de leur fournir une aide appropriée à leur développement, et que ces efforts soient faits en communs. **Telle est la position que le Japon a à cet égard.**

Le Japon plaide largement en faveur d'un partenariat mondial, et l'importance de cette idée fut reconnue lorsque la " nouvelle stratégie de développement ", fut adoptée au sein du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE en 1996. Ses racines sont désormais bien ancrées dans le monde. Ces pays qui ont pour arrière-plan une situation fondamentale où les assises politiques, économiques, et sociales sont fragiles, doivent faire face à de nombreux problèmes. Aussi, afin de les surmonter, est-il indispensable que la communauté internationale continue de fournir une aide importante.

L'axe fondamental de la diplomatie japonaise à l'égard de l'Afrique dans les années 90 (rôle général)

Dès les années 90, le Japon a sans discontinuité stimulé son aide vers l'Afrique. Il a entre autres fait montre d'initiatives stratégiques pour le développement du continent africain et participé activement dans les problèmes relatifs aux conflits africains. Sans parler du rôle économique qu'il a toujours tenu, le Japon a aussi commencé à jouer un rôle politique, et peu à peu à tenir un rôle global, touchant l'ensemble des secteurs.

A la recherche d'une solution pour résoudre le problème du développement en tenant compte de la " nouvelle stratégie de développement ".

La TICAD 2 (rôle économique)

En entrant dans les années 90, le commerce avec l'Afrique et les investissements dans la région, étaient encore généralement axés sur le Libéria, en raison des affaires liées à la navigation. Les échanges avec l'Afrique se maintenant à une moyenne de 1,0% du total des échanges avec le reste du monde, ils n'ont connu quasiment aucun progrès à l'exception de l'Afrique de Sud qui représente elle seule 0,5% du total des échanges et dont la part n'a cessé de croître. Cependant, le Japon a continué à augmenter son aide publique au développement vers l'Afrique, ainsi, entre 1990 et 1994, l'aide qui lui a été allouée est passée de 792 millions de dollars à 1 milliard de dollars. De plus, l'aide au développement vers l'Afrique était surtout axée sur une coopération financière non remboursable et une coopération technique, représentant à elles seules les 2/3 de l'aide.

Concernant l'aide publique au développement vers l'Afrique, le Japon se place en deuxième position après la France au sein d'un groupe composé de pays comme les Etats-Unis et l'Allemagne.

Dans de nombreux pays africains, notamment dans les pays anglophones tels que le Kenya, le Ghana, la Gambie, la Zambie, le Malawi, la Sierra Léone, le Zimbabwe et la Tanzanie, le Japon est devenu le premier donateur.

Par ailleurs, comme on remarque que le Japon est devenu le deuxième donateur dans les pays francophones, tels que la Guinée, les Comores, le Djibouti, le Sénégal, la République centrafricaine, le Niger etc, on peut constater que le Japon essaie de trouver un équilibre parmi les destinataires de l'aide. Le Japon a aussi renforcé sa coopération et sa collaboration avec d'autres donateurs pour le développement de l'Afrique. Ceci est particulièrement vrai pour le cas de la France avec qui nous sommes en relation étroite, pour tout ce qui touche aux pays de l'Afrique francophone.

En tant que Ministre adjoint des Affaires Etrangères chargé des affaires économiques, j'étais le président du groupe des sherpas du Sommet de Tokyo qui réunissait le G7 en 1993. A cette occasion, j'ai poussé les autres pays industrialisés à inclure dans le débat de ce Sommet le problème du développement, notamment celui de l'Afrique. Au cours de ce Sommet, le Japon a soutenu l'importance d'une " voie du développement.

Une approche globale,

c'est faire en sorte que l'aide publique au développement, le commerce et les investissements aient des liens entre eux, et en même temps chercher à avoir une approche qui convienne à la phase du développement de chacun des pays en voie de développement. Cette " approche globale " fut une initiative prise par le Japon, et elle devint le pivot de la " nouvelle stratégie de développement " qui fut adoptée en mai 1996 dans le cadre du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Concernant la "nouvelle stratégie de développement", je pourrais la résumer en disant qu'il s'agit d'une synthèse qui concilie l'analyse que l'on a pu dégager de 40 années d'expérience d'aide au développement, avec le rôle et le caractère désormais indispensable de la communauté internationale. Afin de réaliser ce à quoi la communauté internationale aspire, je pense qu'il faut viser à un développement essentiellement humain , c'est-à-dire que le but du développement doit être d'élever le niveau de vie de chaque individu. Pour que cela soit réalisable, il faut que le Pays en Voie du Développement s'efforce de prendre des responsabilités primordiales et qu'il se solidarise avec les pays développés qui le soutiennent en ce sens.

L'événement qui marqua la politique japonaise à l'égard de l'Afrique dans les années 90 fut la TICAD 1 (Tokyo International Conference For the African Development, organisé en commun par l'OSCAL et la GCA), qui eut lieu en 1993 à l'initiative du Japon.

La TICAD 1 était une conférence internationale de grande envergure qui s'adressait au monde entier, et expliquait les initiatives que déployait le Japon pour le développement de l'Afrique. Avec 48 pays africains, 13 pays donateurs, et 8 associations internationales, cette conférence a réuni un millier de participants environ. Ce fut la plus importante conférence internationale que le Japon organisa durant la période d'après-guerre. La partie africaine délégua 225 personnes, dont 5 Présidents, M.M. Museveni, Rawlings, Compaoré, Masire, Soglo, respectivement Présidents de l'Ouganda, du Ghana, du Burkina Faso, du Botswana, et du Bénin, et une centaine de Ministres. La taille importante de cette délégation répondait aux attentes des Africains eux-mêmes.

Au cours de cette Conférence internationale de haut niveau fut adoptée la "Déclaration de Tokyo".

La TICAD 1 avait pour objectif les trois points suivants:

- Instaurer un dialogue de haut niveau entre les pays donateurs et les pays africains.
- Mettre en place ensemble la " nouvelle stratégie de développement " en Afrique
- Encourager les pays asiatiques à avoir un rôle actif dans le développement, et faire admettre aux pays africains qu'ils peuvent apprendre beaucoup de la part des pays asiatiques pour ce qui touche au développement de leur pays.

Je fus le Secrétaire Général de la TICAD 1 au cours duquel le Japon adopta la « Déclaration de Tokyo ». Je me sentais particulièrement fier d'avoir encouragé les pays africains à produire des efforts personnels en vue du développement de leur pays, renforcé la participation de la communauté internationale dans le développement

de l'Afrique noire, et d'avoir pu développer l'idée de la " nouvelle stratégie de développement " » au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Grâce à cette conférence internationale, la distance qui sépare le Japon et l'Afrique ne parut plus aussi énorme, et ce fut une bonne occasion pour le peuple japonais de réfléchir sur la question africaine.

Lors de cette TICAD 1 en 1993, il fut annoncé qu'il était prévu qu'une autre conférence de la même ampleur s'ouvrirait avant la fin du siècle. Or en 1998, la TICAD 2 s'est tenue à Tokyo, du 19 au 21 octobre. Différentes réunions de suivi et les préparatifs pour la TICAD 2 se sont déroulés régulièrement afin que cette conférence soit un succès. Je pense que les relations que les pays développés et les Pays en voie du développement entretenaient jusqu'à présent ont évolué, et que la forme d'aide accordée, aussi, était arrivée à un tournant. Des pays du Sud comme la Corée ou le Mexique, jadis appelés Pays en voie du développement, ont commencé leur essor, et ces deux pays sont maintenant membres de l'OCDE, organisation qui réunit les pays développés. Ainsi, dans ce courant qui voit la composition Nord-Sud évoluer, le Japon pousse à une « coopération Sud- Sud pour une nouvelle "stratégie de développement " , c'est-à-dire une coopération qui utilise le savoir-faire asiatique pour développer l'Afrique.

Le premier Forum Asie-Afrique s'est tenu en Indonésie en 1994.

On y a développé l'idée de coopération Sud-Sud, à savoir, le fait de mettre en valeur l'expérience asiatique au profit du développement de l'Afrique. L'année dernière, le deuxième Forum Asie-Afrique s'est tenu en Thaïlande, et l'on y a discuté des modalités d'une coopération Sud-Sud, c'est-à-dire, de questions concrètes comme le renforcement de la capacité d'infrastructure ou l'éducation au sein de la population. Par ailleurs, des séminaires régionaux en vue de réfléchir sur les moyens de rendre opérationnels les principes de la "Déclaration de Tokyo ", ont été organisés. Ils se sont déroulés au Zimbabwe en 1995, et regroupaient les pays d'Afrique orientale et du sud, puis en Côte d'Ivoire en 1996, et ont réuni les pays d'Afrique centrale et occidentale.

Par ailleurs, dans le cadre des préparatifs de la TICAD 2, une réunion préparatoire s'est déroulée en novembre dernier à Tokyo, et cette année, au mois de mars, s'est ouverte à Dakar la première réunion du Comité du pilotage de la préparation de la TICAD 2 afin de discuter et fixer le "Plan d'action" pour le développement de l'Afrique, objectif de la TICAD 2. Il est prévu que le même Comité se réunisse une deuxième fois, au mois de juin au Zimbabwe, et une troisième fois, au mois de septembre en Ethiopie. De même, il est prévu qu'entre le mois de mai et de juin, un séminaire régional regroupant des pays d'Afrique centrale et occidentale se déroule au Burkina Faso, et un autre, regroupant les pays du sud et de l'est de l'Afrique se déroule en Namibie. Ces séminaires se dérouleront dans le cadre des préparatifs de la TICAD 2.

La TICAD 2 devrait donner un résumé et une revue de l'évolution qui a suivi la TICAD I, et en se fondant sur les résultats obtenus, présenter un nouveau cadre pour le développement des PAYS EN VOIE DU DÉVELOPPEMENT. Il devrait aussi déterminer un " Plan d'action" qui en se basant sur un partenariat mondial, fixe une approche et des points concrets de thèmes spécifiques, ceci, sans oublier de prendre en compte la " nouvelle stratégie de développement " que le Japon, assumant son rôle de leader, encouragea pleinement. Afin de stopper l'avancée de la « marginalisation » de l'Afrique, et afin de promouvoir une mondialisation qui intègre l'Afrique, il est nécessaire de s'attaquer au développement de l'Afrique à partir d'une approche globale dont l'idée centrale serait la "nouvelle stratégie de Développement ". Par ailleurs, tout comme la TICAD 1, la TICAD 2 ne sera pas une réunion d'annonce de dons. Le but du Japon est de faire des suggestions concernant le développement de l'Afrique, et de former des organisations, c'est-à-dire qu'il joue un rôle de catalyseur.

Réunions de suivi post- TICAD 1, et réunions pour la préparation de la TICAD 2

- Forum Asie-Afrique (13-15 décembre 1994 à Bandung)
- Séminaire Régional de l'Afrique orientale et du sud (26-27 juillet 1995 au Zimbabwe)
- Séminaire Régional de l'Afrique centrale et occidentale (23-25 juillet 1996 en Côte d'Ivoire)
- Deuxième Forum Asie-Afrique (11-13 juin 1997 à Bangkok)
- Réunion pour la préparation de la TICAD 2 (10-11 novembre 1997 à Tokyo)
- Symposium international relatif à la mobilisation des ressources intellectuelles mondiales pour la stabilité et le développement de l'Afrique (25-26 février 1998 à Tokyo)
- Première Réunion du Comité du pilotage pour la préparation de la TICAD 2 (5-6 mars 1998 à Dakar)
- Deuxième Séminaire Régional de l'Afrique centrale et occidentale (mai - juin 1998 à Ouagadougou)
- Deuxième Séminaire Régional de l'Afrique orientale et du sud (mai - juin 1998 en Namibie)
- Deuxième Réunion du Comité du pilotage pour la préparation de la TICAD 2 Juin 1998 au Zimbabwe)
- Troisième Réunion du Comité pour la préparation de la TIC AD 2 (septembre 1998 en Ethiopie)
- TICAD 2 (19-21 octobre 1998 à Tokyo)

A la recherche d'une solution pour résoudre le problème des conflits (rôle politique)

Comme on le voit, le Japon joua un rôle économique depuis le début des années 80 en s'engageant positivement au développement de l'Afrique. Dès les années 90, le Japon commença à s'affirmer sur la scène internationale et s'impliqua aussi de

façon active dans le problème des conflits africains, et joua de plus en plus un rôle politique afin de mieux développer ses relations avec l'Afrique.

De septembre à octobre 1992, il envoya du personnel au sein du deuxième groupe d'observateurs des Nations Unies pour surveiller les élections présidentielles en Angola (UNA VEM II), de mai 1993 à janvier 1995, il envoya des unités de transport de troupes de la Force de l'Auto-Défense au Mozambique dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU (ONUMOZ) et de septembre à décembre 1994, il contribua activement aux opérations consistant à secourir les réfugiés Rwandais à Goma au Zaïre en envoyant le personnel de la Force de l'Auto-Défense.

Le Japon soutient largement les efforts produits par les pays africains eux-mêmes et les organismes sous-régionaux africains pour arriver à une solution, comme les activités de l'ECOMOG au Libéria et en Sierra Léone, ainsi que celles du MIS AB en République centrafricaine. Afin d'augmenter davantage encore ses capacités à prévenir, gérer et résoudre les conflits en Afrique, le Japon renforce désormais ses liens avec les organismes concernés, comme l'OUA, auxquels il fournit une aide appropriée.

Mais, les efforts des pays africains sont primordiaux pour résoudre les conflits et la tâche est extrêmement difficile. En effet, ces conflits sont très complexes et ont pour arrière-plan des antagonismes ethniques et politiques, ces derniers entraînant avec eux des problèmes tels que des vagues de réfugiés. Aussi je pense que la communauté internationale, à commencer par l'ONU, doit s'impliquer de manière adéquate. De même, je pense qu'il est important que le Japon, aussi, continue de jouer un rôle actif au sein de la communauté internationale y compris au sein de l'ONU.

Une Diplomatie de Prévention

Concernant la diplomatie de prévention, il existe des mesures telles que le « Système d'alerte précoce » (EWS) du « mécanisme de prévention, gestion et règlement des conflits » de l'OUA, ou bien le système d'alerte rapide humanitaire du Département des affaires humanitaires au sein de l'ONU, qui ont été avancées, et on apprécie grandement leur fonctionnalité qui commence à se faire sentir. Quant aux opérations de maintien de la paix, il existe une initiative qui est en train de prendre forme, lancée par les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France pour renforcer la capacité africaine de maintien de la paix, mais je pense qu'il est tout aussi important que les bailleurs de fonds restent solidaires avec l'OUA et l'ONU, et qu'ils continuent ensemble de mettre au point une aide dans chacun des secteurs où cela est possible.

Quant à l'édification de la paix après la fin des conflits, il faut bien avoir à l'esprit que la fin de la guerre et la mise en place d'élections, dernière étape qui conduit à la paix, ne garantissent pas forcément la construction sans heurts d'un pays. En effet, lorsqu'il s'agit de reconstruire un pays où la guerre risque de reprendre à tout moment, la route est semée d'embûches. Comment désarmer les anciens militaires et les insérer dans les activités économiques? Comment réorganiser les organismes publics chargés du maintien de l'ordre et les armées rivales en une police et une armée nationale qui soit neutre et efficace pour servir l'ensemble de la population? Comment reconstituer des groupes armés en des partis politiques. Tels sont les énormes problèmes auxquels il nous faut faire face.

Concernant le problème des conflits, le Japon a tenu divers séminaires:

- Invitation d'organismes internationaux concernés, de hauts responsables concernés par la question des conflits aussi bien des pays donateurs que des pays africains
- Colloque de haut niveau sur le problème des conflits (11-12 octobre 1995 à Tokyo)
- Colloque de haut niveau sur les conflits en Afrique: le chemin vers la construction d'un

- pays après un conflit » (9-10 septembre 1996 à Tokyo)
- Conférence internationale sur la stratégie de prévention des conflits » (13-15 janvier 1998 à Tokyo)
- Colloque pour le cinquantenaire des opérations du maintien de la paix de l'ONU » (11-12 mars 1998 à Tokyo).

Quant à l'édification de la paix après la fin des conflits, le Japon s'entretient avec les organismes internationaux concernés, les pays donateurs et les pays africains, renforce sa coopération avec les pays africains qui cherchent à résoudre leurs conflits à partir de leurs propres efforts, et travaille directement avec le pays impliqué dans des conflits.

Fulgurante Progression des relations Nippo Africaines

Ces 40 ans d'histoires nippo-africaines sont courtes par rapport entretenues par l'Europe avec l'Afrique. Mais en moins de 40 ans, les relations nippo-africaines, parties du zéro, ont connu une progression fulgurante. Au début, c'est-à-dire dans les années 60 et 70, nos relations se sont focalisées sur les échanges commerciaux et les investissements directs. Bien que le Japon ne soit pas un pays ayant une longue tradition de pays donateur au nom d'une ancienne suzeraineté sur l'Afrique, à partir des années 80, époque de la guerre froide, en tant que nouveau pays donateur, le Japon a rapidement augmenté son aide envers ce continent. Il s'évertua également à développer les échanges humains avec l'Afrique.

Et même après la fin de la guerre froide, il a activement soutenu cette politique à l'intérieur de ses efforts pour mener à bien le développement économique et le processus de démocratisation du continent noir africain.

Si le Japon a produit tous ces efforts pour aider l'Afrique, c'est parce qu'il pensait que ceci était une des responsabilités majeures de sa diplomatie étrangère à l'égard de la communauté internationale. Devenu une puissance mondiale au sein de la communauté internationale après la guerre froide, le Japon assume désormais un rôle important à l'échelle mondiale au cours des années 90. De part l'intérêt énorme qu'il porte au problème de l'Afrique, distancée par le système économique et politique mondial, il en est venu à s'impliquer activement sur ce continent.

On peut dire que c'est à la suite de la TICAD 1 de 1993 en particulier, que les relations nippo-africaines sont entrées dans une ère nouvelle. Désormais, le Japon tient un rôle global à l'égard de l'Afrique, et il s'efforce de construire avec le continent, des relations qui touchent à tous les domaines. A cette fin, il a organisé la TICAD 1 évoqué plus haut, et projette de mettre en place la TICAD 2 en octobre prochain.

Pour le 21ème siècle, le Japon est décidé à ne pas ménager ses efforts et à coopérer avec l'ONU, les autres organisations internationales et les pays développés notamment la France, afin de renforcer ses relations avec les pays d'Afrique, et résoudre tous les problèmes qui règnent dans cette zone.

MATSUURA Koichiro
Ancien Ambassadeur du Japon en France
Directeur général de l'UNESCO

Organisateur: CHEAM (Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes)
Courtoisie de l'Ambassade du Japon en France

www.geopolitis.net